

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

HOVIA

Association loi de 1901 reconnue d'utilité publique

Siège social :

104, rue Jouffroy d'Abbans

75017 Paris

RCS 775 676 265

Exercice clos le 31 décembre 2022

Tuillet Audit

SAS d'Expertise-Comptable et

de Commissariat aux Comptes

au capital de 429 080 €

inscrite au tableau de l'Ordre de la région Paris –

Ile-de-France et membre de la Compagnie régionale

de Versailles et du Centre

RCS Nanterre 343 541 231

29, rue du Pont

92200 Neuilly-sur-Seine

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

HOVIA

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux membres de l'Assemblée générale de l'Association HOVIA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association HOVIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée générale.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine, le 12 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes,

Tuillet Audit

Membre français de Grant Thornton International



Cyril Brogniart
Associé



BILAN

	ACTIF	Exercice clos le 31/12/2022			Exercice clos le 31/12/2021	Variation 2022 / 2021
		Brut	Amort. & Provision	Net	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles :	2 287 845	1 355 856	931 989	685 349	246 640
	Frais d'établissement	304 454	256 547	47 907	73 699	25 792
	Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-
	Logiciels, droits & valeurs similaires	154 785	131 818	22 967	5 875	17 092
	Autres	1 687 633	967 491	720 142	109 093	611 049
	Immobilisations incorporelles en cours	140 974	-	140 974	496 683	355 709
	Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles :	69 396 684	36 839 598	32 557 086	33 955 773	1 398 687
	Terrains	1 401 004	65 444	1 335 559	1 337 424	1 865
	Constructions	43 059 450	20 648 932	22 410 518	23 696 686	1 286 168
	Installations techniques, matériels et outillage industriels	2 204 933	1 334 851	870 082	924 070	53 988
	Autres	21 973 736	14 790 371	7 183 365	7 392 576	209 211
	Immobilisations corporelles en cours	734 919	-	734 919	599 311	135 608
	Avances et acomptes	22 643	-	22 643	5 706	16 937
	Immobilisations financières (1)	7 053 012	253 788	6 799 224	6 800 768	1 544
	Participations et créances	642 836	-	642 836	640 197	2 638
	Créances rattachées à des participations	3 219 600	250 000	2 969 600	2 952 200	17 400
	Titres immobilisés de l'activité portefeuille	164 746	3 788	160 958	160 958	-
	Autres titres immobilisés	500 052	-	500 052	500 052	-
	Prêts	2 121 455	-	2 121 455	1 968 560	152 896
	Autres immobilisations financières	404 323	-	404 323	578 801	174 478
	TOTAL I	78 737 542	38 449 241	40 288 300	41 441 891	1 153 591
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours :	7 404	-	7 404	13 505	6 101
	Matières premières et autres approvisionnements	7 404	-	7 404	13 505	6 101
	Encours de production	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes versés sur commandes	647 735	-	647 735	520 453	127 282
	Créances (1) :	29 041 576	2 333 878	26 707 699	26 816 143	108 445
	Créances usagers et comptes rattachés (2)	24 297 825	2 333 878	21 963 947	24 357 629	2 393 681
	Autres	4 743 751	-	4 743 751	2 458 515	2 285 237
	Valeurs mobilières de placement	11 364 011	303 575	11 060 436	11 141 864	81 428
	Disponibilités	12 922 632	-	12 922 632	11 698 858	1 223 774
	Charges constatées d'avance	540 026	-	540 026	516 344	23 682
COMPTES DE REGULARISATION	TOTAL II	54 523 385	2 637 453	51 885 932	50 707 168	1 178 763
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-		-	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		133 260 926	41 086 694	92 174 232	92 149 059	25 173
(1) Dont à moins d'un an Dont à plus d'un an				133 316	133 316	
(2) Dont créances article R.314-96 du CASF						
ENGAGEMENTS RECUS						
Legs net à réaliser :						
- acceptés par les organes statutairement compétents				-	-	-
- autorisés par l'organisme de tutelle				-	-	-
Dons en nature restant à vendre				-	-	-



BILAN

	PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022	Exercice clos le 31/12/2021	Variation 2022 / 2021
Fonds propres (*)	Fonds propres			
	Fonds propres sans droit de reprise	20 954 550	20 773 092	181 458
	Ecart de réévaluation sans droit de reprise	313 297	313 297	-
	Fonds propres avec droit de reprise	-	-	
	Réserves	22 033 779	21 300 276	733 502
	- Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	19 659 933	18 940 619	719 314
	- Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion propre	2 373 845	2 359 657	14 188
	Report à nouveau (a)	4 412 262	3 681 568	730 694
	- Report à nouveau (gestion propre)	12 920 036	11 403 532	1 516 504
	- Résultats sous contrôle de tiers financeurs	- 8 507 774	- 7 721 964	- 785 810
	Excédent ou déficit de l'exercice (b)	1 940 219	1 463 801	- 3 404 020
	- Excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 1 292 232	- 84 919	- 1 207 313
	- Excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion propre	- 647 987	- 1 548 720	- 2 196 707
	Subventions d'investissement	1 881 442	1 968 850	- 87 408
	Provisions réglementées	271 057	286 151	- 15 094
	TOTAL I	47 926 168	49 787 035	- 1 860 867
FONDS DEDIES	Fonds dédiés :	9 044 110	9 016 614	27 496
	TOTAL II	9 044 110	9 016 614	27 496
PROVISIONS	Provisions pour risques	186 567	533 963	- 347 396
	Provisions pour charges	110 842	110 842	-
	TOTAL III	297 409	644 805	- 347 396
DETTES (1) (d)	Emprunts obligataires	-	-	-
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	12 285 419	12 130 675	154 744
	Emprunts et dettes financières divers	68 803	65 678	3 125
	Redevables avances reçues	-	-	-
	Avances et acomptes reçus sur commande en cours	1 571 642	2 039 374	- 467 733
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)(c)	3 984 586	3 819 093	165 493
	Dettes fiscales et sociales	14 204 597	9 934 605	4 269 991
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	359 335	207 652	151 683
	Autres dettes	2 366 170	4 437 342	- 2 071 172
COMPTES DE REGULARISATION	Produits constatés d'avance	65 995	66 185	- 190
	TOTAL IV	34 906 545	32 700 605	2 205 941
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	92 174 232	92 149 059	25 173
(1) Dont à plus d'un an				-
Dont à moins d'un an		3 984 586	3 819 093	165 493
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque				-
(a) Montant entre parenthèses ou précédé du signe moins (-) lorsqu'il s'agit de déficits reportés.				
(b) Montant entre parenthèses ou précédé du signe moins (-) lorsqu'il s'agit de déficit.				
(c) Dettes sur achat ou prestation de services.				
ENGAGEMENTS DONNES				
Legs net à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents		-	-	-
- autorisés par l'organisme de tutelle		-	-	-
Dons en nature restant à vendre		-	-	-



COMPTE DE RESULTAT

EURO	Exercice clos le 31/12/2022	Exercice clos le 31/12/2021	Variation 2022 / 2021
Produits d'exploitation :			
Ventes de marchandises			
Production vendue			
- Biens et services	2 330 063	2 376 978	- 46 915
- Services	-	-	-
- Dotation et produits de tarifications	80 769 489	75 972 496	4 796 992
- Autres	-	-	-
Produits des activités annexes	-	-	-
Production stockée	-	-	-
Production immobilisée	-	-	-
Subventions d'exploitation	1 098 360	1 068 508	29 852
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	1 628 272	1 101 234	527 037
Cotisations	2 045	2 641	- 596
Autres produits (hors cotisations)	7 772 679	5 899 713	1 872 966
TOTAL I	93 600 907	86 421 570	7 179 337
Charges d'exploitation :			
Achats de marchandises (c)	-	-	-
Variations des stocks (d)	-	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements (c)	52 759	46 517	6 241
Variations des stocks (d)	-	-	-
Autres charges externes *	28 162 872	22 287 848	5 875 024
Impôts, taxes et versements assimilés	5 455 781	5 587 052	- 131 271
Salaires et traitements	40 173 072	39 000 529	1 172 543
Charges sociales	14 945 895	14 869 672	76 223
Dotation aux amortissements et aux provisions	-	-	-
Sur immobilisations : dotation aux amortissements (e)	3 577 520	3 410 736	166 784
Sur immobilisations : dotation aux provisions	-	-	-
Sur actif circulant : dotation aux provisions	601 462	1 478 972	- 877 510
Pour risques et charges : dotation aux provisions	35 557	413 445	- 377 888
Autres charges	2 024 981	274 023	1 750 959
TOTAL II	95 029 900	87 368 795	7 661 105
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 1 428 992	- 947 225	- 481 768
Quotes parts de résultat sur opérations faites en commun	-	-	-
Excédent ou déficit transféré III	-	1 333	- 1 333
Déficit ou excédent transféré IV	25 000	25 000	-
* Y compris			
- redevances de crédit-bail mobilier	14 414	14 569	- 155
- redevances de crédit-bail immobilier	191 236	189 739	1 497



COMPTE DE RESULTAT

EURO	Exercice clos le 31/12/2022	Exercice clos le 31/12/2021	Variation 2022 / 2021
Produits financiers :			
De participations	271	577	- 305
Autres intérêts et produits assimilés	118 146	15 267	102 879
Reprise sur provisions et transferts de charges	217 592	86 424	131 168
Valeurs mobilières de placement : revenus et produits de cessions	-	-	-
TOTAL V	336 009	102 267	233 741
Charges financières :			
Dotations aux amortissements et aux provisions	303 625	217 542	86 083
Intérêts et charges assimilées	379 203	403 674	- 24 471
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-
TOTAL VI	682 828	621 216	61 612
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	- 346 819	- 518 948	172 129
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)	- 1 800 812	- 1 489 840	- 310 972
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion	7 464	1	7 463
Sur opérations en capital	196 893	2 746 972	- 2 550 079
Reprises sur provisions et transferts de charges	380 477	348 552	31 925
TOTAL VII	584 833	3 095 525	- 2 510 691
Charges exceptionnelles :			
Sur opérations de gestion	305 312	12 014	293 298
Sur opérations en capital	-	55 018	- 55 018
Dotations aux amortissements et provisions	23 728	242 627	- 218 899
TOTAL VIII	329 040	309 660	19 380
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	255 793	2 785 865	- 2 530 072
Impôt sur les sociétés (IX)	-	-	-
Total des produits (I+III+V+VII)	94 521 749	89 620 696	4 902 387
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	96 066 768	88 324 670	7 742 098
SOLDE INTERMEDIAIRE	- 1 545 019	1 296 025	- 2 839 711
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	490 443	664 159	- 173 715
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	- 885 644	- 496 383	- 389 261
EXCEDENT ou DEFICIT DE L'EXERCICE	- 1 940 219	1 463 801	- 3 402 687
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Produits			
Bénévolat	3 741	4 010	- 269
Prestations en nature	-	-	-
Dons en nature	-	-	-
Total	3 741	4 010	- 269
Charges			
Secours en nature	-	-	-
Mise à disposition gratuite de biens et services	-	-	-
Personnel bénévole	-	-	-
Total	-	-	-



ASSOCIATION HOVIA
104, rue Jouffroy d'Abbans
75017 PARIS

ANNEXE SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31 décembre 2022

L'association HOVIA est née de la fusion absorption par l'association Le Moulin Vert de l'association de l'Œuvre de l'Hospitalité du Travail.

Fondée en 1902 par l'Abbé Jean Viollet, l'association dite « Le Moulin Vert » (*LMV*), Centre Familial d'Action Sanitaire, Sociale & socio-Culturelle, dont la déclaration a été publiée au Journal officiel du 23-24 février 1925 a été reconnue d'utilité publique par décret du 30 juin 1928. Elle a pour but de concevoir, créer, administrer, animer tous services d'aide à la famille et à ses membres sur le plan matériel et moral, dans les domaines de l'action sanitaire, sociale, éducative et socio-culturelle.

L'Association est rigoureusement neutre au point de vue philosophique, politique et confessionnel. Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social au 104 rue Jouffroy d'Abbans à Paris XVII.

Fondée en 1880 par le sénateur Léon LEFEBURE et mère Saint-Antoine de la congrégation de Notre Dame du Calvaire de Gramat, l'association dite « Œuvre de l'Hospitalité et du Travail » (*OHT*) avait pour objet "d'aider moralement et matériellement des femmes qui, par suite de circonstances accidentelles ou habituelles, se trouvent hors d'état de gagner normalement leur vie".

1

Les moyens d'action de l'association sont les suivants :

- Tout travail de recherche sur l'action sanitaire, sociale et socio-culturelle orientée sous un angle familial,
- Tout service et établissement conforme aux objectifs poursuivis,
- Toute publication rendant compte des recherches et réalisations,
- Toute coopération avec des organismes publics ou privés poursuivant des buts analogues ou connexes,
- L'hébergement (*notamment l'intermédiation locative*) et le logement du public concerné par l'objet de l'association.

Le bilan de l'Association HOVIA arrêté au 31 décembre 2022, fait apparaître un total bilan de 92 174 232 €. Le compte de résultat traduit l'activité de 12 mois d'exploitation, couvrant la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 ; il fait apparaître un total de produits de 94 521 749 € et un total charges de 96 066 768 €. Le résultat de l'exercice est un déficit comptable de : - 1 940 219 €.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'administration de l'Association en date du 27 avril 2023.

.....	1
Renseignements d'ordre général	3
I – MODES ET METHODES D'EVALUATION.....	3
II- CHANGEMENTS COMPTABLES	4
III- FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	4
A- Renseignements concernant des rubriques de l'actif du bilan	7
I-IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES.....	7
II - MOUVEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE	7
III - METHODES DE CALCUL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS....	8
IV- ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT.....	8
V- CHARGES CONSTATEES D'AVANCE ET PRODUITS A RECEVOIR SUR CREANCES.....	10
B- Renseignements concernant les rubriques du passif du bilan	10
I- FONDS PROPRES	10
II- FONDS DEDIES	11
III- PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	12
IV- ETAT DES DETTES.....	12
V- PRODUITS CONSTATES D'AVANCE – CHARGES A PAYER SUR DETTES	12
C- Renseignements concernant les rubriques du compte de résultat	13
I- RUBRIQUES DE PRODUITS.....	13
II- RUBRIQUES DE CHARGES	13
III- RUBRIQUES DE RESULTAT FINANCIER	14
IV- RUBRIQUES DE RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	15
D- AUTRES INFORMATIONS	15
I- ENGAGEMENTS HORS BILAN	15
II- PRINCIPES D'AGREGATION DES COMPTES	16
III- RESULTAT DES COMPTES ADMINISTRATIFS	17
IV- REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES	17
V- EFFECTIF	17
VI- VALORISATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE.....	18
VII- HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	18
VIII- EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES	18

Renseignements d'ordre général

I – MODES ET METHODES D'EVALUATION

1- Hypothèses de base

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices comptables.

2 – Méthode des coûts historiques

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi des coûts nominaux exprimés en Euros courants.

En ce qui concerne la valorisation des stocks finaux, elle a été effectuée suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

3- Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- Des établissements sociaux et médico-sociaux soumis aux dispositions du décret n° 2003-1010 du 22/10/2003 ;
- Du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 applicables aux personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général ;
- Du règlement ANC N°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- De l'instruction M22 budgétaire et comptable applicable aux établissements publics sociaux et médico-sociaux ;
- De l'avis du CNC 2007-05 du 4 mai 2007 relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R 314-1 du Code de l'Action sociale et des familles ;
- De l'instruction de DGAS/SD5B n° 2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R 314-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et aux organismes gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code ;
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médicaux-sociaux relevant de l'article L.314-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.

II- CHANGEMENTS COMPTABLES

Néant.

III- FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

• L'association

2022 représente la première année post pandémie. Même si 2021, bien qu'encore marquée par la pandémie avait permis aux établissements de ne pas être fermés, 2022 présente un retour à une « normalité » d'activité bien que certains d'entre eux souffrent encore d'un taux d'occupation faible (cf. ci-après).

2022 est l'année de l'aboutissement de certaines négociations salariales entraînant des réévaluations des salaires (SEGUR, primes, revalorisation du point d'indice ou encore les multiples réévaluations du SMIC). Ces éléments ont impacté nos comptes car n'ont pas été totalement financés par nos autorités de tarification et de contrôle (ARS et Conseils départementaux) au cours de l'année.

Parmi les événements marquants internes, l'association a déployé un Système d'Information Ressources Humaines dénommé NOVRH au cours de l'exercice, engendrant un surcroît d'activité pour bon nombre des collaborateurs administratifs des plateformes administratives et financières et du siège, ainsi que des surcoûts financiers.

De plus, d'une manière générale que ce soit pour les personnels administratifs ou les personnels encadrants et soignants, les coûts liés au recours à des personnels extérieurs sont significatifs. Ce sujet reste préoccupant car bien que faisant l'objet de multiples réévaluations, les emplois du secteur ne sont que peu attractifs, cela nous contraignant à faire appel massivement à du personnel non salarié de l'association ce qui a un impact d'une part financier mais aussi organisationnel.

L'année 2022 aura été aussi marquée par la continuité de travaux de fiabilisation comptable initiés en 2021, notamment avec une mise à jour des facturations et un traitement approfondi de l'état des créances ayant mené à un provisionnement, puis un passage en perte de certaines d'entre elles. De même un travail de fonds sur la trésorerie de l'association a été entrepris et portera ses fruits sur l'année 2023.

Au sein de l'association, si l'activité des établissements est bonne, certaines activités présentent une sous activité principalement liée à la période post COVID (accueil de jour et certains hébergements permanents pour personnes âgées en perte d'autonomie, ESAT, crèche, formation, placement familial, SESSAD pour les Pôle Bretagne et Hauts de France).

Enfin l'année aura été marquée par l'approbation du plan stratégique 2022-2024 par le Conseil d'Administration.

• Le siège

- Un dossier de renouvellement des frais de siège a été déposé, pour mémoire en 2021. L'arrêté par l'autorité de tutelle a confirmé le taux préalablement accordé. Un recours a été introduit devant le tribunal administratif de la tarification sur 2022, celui-ci est encore en cours sur 2023.
- Les équipes RH du siège ont été renforcées en lien avec les difficultés rencontrées dans la mise en place de NOVRH (SIRH) et dans le déploiement de celui-ci.

- De manière générale, le siège a rencontré des difficultés de recrutement sur les postes à pourvoir au sein du siège au regard du peu d'attractivité liée au secteur médico-social.
- La responsable de la communication a rejoint les équipes du siège en mars 2022.
- Intensification des actions RH à destination des salariés d'HOVIA (actions QVT), des personnes en cours de recrutement (communication sur les réseaux sociaux – LinkedIn en particulier, sur l'identité employeur et l'image d'HOVIA), sur de nouvelles modalités de recrutement type job dating menés par les salariés des établissements et les personnes accompagnées, mais plus largement autour des revalorisations salariales, l'attractivité des métiers et la négociation de la CCUE.

- **Le pôle Handicap Ile-de-France**

- Signature du CPOM Handicap Ile-de-France en fin d'année 2022.
- Ouverture au sein de l'IME HOVIA Paris 17 de 11 places d'EMASCO Centre Ouest.
- Renforcement de la plateforme administrative et financière sur 2022 notamment sur le sujet des créances par le biais de renfort en personnel malgré de gros soucis d'effectif (maladie, absences, ...).
- Dans le cadre du plan de transformation des ESAT, des enveloppes ont été obtenues pour les ESAT de Gennevilliers et Paris 16 suite à l'appel à candidature fin 2022 de l'ESAT HOVIA Gennevilliers au fond national pour accompagner les investissements des ESAT afin de développer, étendre ou transformer leurs activités en vue de favoriser les parcours inclusifs de travailleurs (« FATESAT »).
- Le travail initié durant l'année 2022 sur le suivi de la facturation et l'analyse des créances de ce pôle a permis le déblocage notamment en fin d'année 2022 et sur début d'année 2023 de gros volume de créances en paiement sur le périmètre des établissements de Paris 16. Aucune perte sur créances irrécouvrables n'a été constatée pour ce pôle sur 2022 en raison du changement de méthode de dépréciation et d'analyse des créances. Cependant, les créances du pôle Handicap Ile-de-France ont été provisionnées à hauteur de 410 k€ (293 k€ pour l'IME HOVIA Paris 17, 36 k€ pour le FOYER D'HEBERGEMENT HOVIA colombes et 78 k€ pour le FOYER DE VIE HOVIA Paris 16).

- **Le pôle Protection de l'Enfance**

- Création de la plateforme administrative et financière « Protection de l'Enfance » en 2021 sur deux sites (*Lisses et Jambville*) par regroupement à moyens constants des effectifs comptables et gestionnaires de paie. C'est sa première année pleine de fonctionnement et elle doit encore monter en compétence sur 2023.
- Augmentation de la capacité accordée pour le service externalisé HOVIA de Jambville (78) passant de 10 à 15 places.
- Augmentation de la capacité accordée pour le Foyer HOVIA de Sèvres (92) concernant le service d'accompagnement à l'autonomie passant de 15 à 20 places et le service de placement familial de 9 à 11 places.

- Redémarrage et finalisation en cours des projets de réhabilitation/reconstruction pour les établissements de la protection de l'enfance et notamment du CEFH HOVIA Mesnil-Théribus et de la MECS HOVIA Jambville.
- Déficit d'activité et de moyens accordés sur les établissements du CEFH HOVIA Le Mesnil-Théribus, MECS HOVIA Sèvres et les établissements EEFH HOVIA.
- Priorité donnée au recouvrement des créances de la MECS HOVIA Paris 16 et Paris 13 sur 2022 afin d'éviter la comptabilisation de pertes sur créances irrécouvrables. Les créances du pôle protection de l'enfance ont été provisionnées à hauteur de 63 k€ (37 k€ pour la MECS HOVIA Paris 16 et SAVA HOVIA Paris 13, 24 k€ pour le PLACEMENT FAMILIAL HOVIA EEFH et 4 k€ pour le CENTRE MATERNEL HOVIA EEFH).

- **Le pôle personnes âgées**

- Durement touchés par la crise COVID-19, les effets de celle-ci cumulés à des difficultés d'orientation vers nos structures touchent les établissements qui pâttissent d'un déficit d'activité, plus particulièrement sur les établissements de la COURNEUVE et de SAINT-OUEN. De manière générale, les EHPAD arrive difficilement à maintenir l'activité et les accueils de jour peinent à remplir.
- Les discussions et finalisations de la vente du site de l'EHPAD HOVIA Saint-Ouen à AXANTIA sont en cours et notamment l'intégration dans cette vente des travaux de réhabilitation de la cuisine ainsi que l'ascenseur qui avaient été rejetés initialement par les financeurs.
- Les discussions concernant la signature du CPOM 91 sont toujours en cours de finalisation.
- Le recours au service MEDICOOP a permis d'atténuer les effets de l'absentéisme et de turn-over sur les établissements du pôle. Ce service ayant donné satisfaction, la solution va être adoptée par d'autres pôles. Cependant, l'appel à ce type de prestation est plus onéreux.
- Des pertes sur créances irrécouvrables pour un montant total de 1 662 k€ ont été constatées sur les EHPAD en 2022. L'enregistrement en produit de 1 387 k€ correspondant à des sommes non réclamé par l'aide sociale issues du non reversement des contributions des usagers des EHPAD antérieures à 2018 permet d'atténuer en partie les pertes sur créances.
- Les créances du pôle personnes âgées ont été provisionnées à hauteur de 128 k€ (20 k€ pour l'EHPAD HOVIA Athis-Mons, 3 k€ pour l'EHPAD HOVIA Saint-Ouen, 11 k€ pour l'EHPAD HOVIA Quincy-Sous-Sénart, 83 k€ pour l'EHPAD HOVIA Tremblay et 11 k€ pour l'EHPAD HOVIA Drancy).

- **Le pôle Handicap Hauts-de-France**

- L'ouverture du SESSAD + de SOISSONS (SESSAD ouvert 7j/7j et 24h/24h) qui a eu lieu en septembre 2021 pour 3 places a poursuivi sa montée en charge sur 2022 avec 10 places.
- Ouverture en septembre 2022 d'un UEMA de 7 places adossé au SESSAD HOVIA Soissons.
- Le renouvellement du CPOM a été reporté à 2023, celui-ci est reconduit annuellement tacitement par l'ARS depuis 2 ans.

- Signature de la convention constitutive du GCSMS ALMEA dans les Hauts-de-France

- **Le pôle Handicap Normandie**

- Suite à la vente du site de LOUVIERS en 2020, le cahier des charges concernant la relocalisation des activités est en cours de finalisation (*reconstruction du pôle administratif et externat, prise à bail dans le diffus pour l'internat*),
- Dans l'objectif de la relocalisation des établissements de ROUEN, le projet FLAUBERT avait été annulé à l'initiative du bailleur suite à la restructuration du projet immobilier. Un rapprochement avec d'autres opérateurs (*AXENTIA, NORMANDIE HABITAT*) a été initié sur 2022.
- Le renouvellement du CPOM est en cours de négociation pour une signature en 2023 avec l'intégration de transformation des places des deux IMP et du SESSAD.

- **Le pôle Handicap Bretagne**

- Le renouvellement du CPOM a été reporté à 2023 tacitement par l'ARS.
- Ouverture d'un SAMSAH de 20 places à AURAY en 2022 et de l'extension de 12 places du SAVS d'ARZON.
- Augmentation de la capacité de 6 à 8 places pour l'UATP HOVIA Arzon.

7

A- Renseignements concernant des rubriques de l'actif du bilan

I -IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

II - MOUVEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE

Voir le tableau 12 - Actif immobilisé

Les mouvements significatifs mis en évidence par ce tableau sont :

- La mise en service du logiciel SIRH de paie NOVrh (voir compte 208 acquisitions), ayant entraîné de fait les sorties au niveau des comptes 232 par l'activation de l'immobilisation,
- L'augmentation des immobilisations en cours (*honoraires travaux réhabilitation du CEFP Le Mesnil-Theribus*),
- Le reclassement des participations et créances en cours d'exercice (voir comptes 261),
- La constitution en immobilisation financière de la dotation 2022 au titre de la restauration des capacités financières (*article 50 de la loi n°2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité*

sociale pour 2021) concernant le CPC de KEROZER qui a été versée sur 2022 (d'où la sortie en compte 2763).

Les autres mouvements enregistrés dans les comptes correspondent à des opérations ordinaires réalisées dans le cadre des activités des établissements.

III - METHODES DE CALCUL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS

1- Amortissements

Voir le tableau 13 - Dotations & reprises

Les dotations aux amortissements pour dépréciation des éléments d'actifs immobilisés ont été pratiquées suivant le mode linéaire en fonction de leur durée normale d'utilisation :

Frais d'établissement	5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 10 ans
Constructions	20 à 100 ans
Agencements, aménagements de constructions	10 à 20 ans
Installations techniques, matériels et outillages	1 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Mobilier et matériel de bureau	3 à 15 ans

Les amortissements sont pratiqués au prorata temporis.

Exceptionnellement, à la demande des financeurs, une immobilisation peut être totalement amortie sur l'exercice. L'incidence est toutefois non significative.

8

2- Point de départ de certains amortissements

Suivant les usages du secteur d'activité, la dotation aux amortissements est calculée à compter du 1er janvier de l'exercice suivant la mise en service de l'immobilisation.

Cela concerne les établissements de Louviers, Etrepagny, les EHPAD de Saint-Ouen et de Tremblay, l'EMPRO et le Foyer de Colombes, l'ESAT de Gennevilliers et les établissements de Paris 16.

L'incidence des amortissements dès leur mise en service est toutefois non significative.

3- Provisions pour dépréciation

Il y a eu des dotations aux provisions pour des éléments d'actif sur 2022 concernant les créances douteuses. Pour rappel, le compte Autres formes de participation (*compte 296600000*) enregistre la dépréciation de la convention d'apport en trésorerie à l'association Vert Logis (liquidation en cours de l'association Vert Logis).

I V- ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

Les montants inscrits au bilan et les valeurs correspondantes résultent des derniers prix du marché connus à la clôture des comptes.

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Initialement, la règle utilisée était statistique à savoir :

- Les comptes dont le solde est constitué de factures échues dans des délais anormalement longs, devront être basculés en clients douteux et provisionnés.
- Les provisions à constituer sont : de 0 à 12 mois 0%, de 12 mois à deux ans 50% plus de 2 ans 100%. En cas de recours à un cabinet de recouvrement, le calcul de la provision sera défini par cet organisme et enregistré en comptabilité.
- Les comptes dont le solde est constitué de factures échues dans des délais anormalement longs, devront être basculés en clients douteux et provisionnés.
- Les provisions à constituer sont : **de 0 à 12 mois 0%, de 12 mois à deux ans 50% plus de 2 ans 100%**. En cas de recours à un cabinet de recouvrement, le calcul de la provision sera défini par cet organisme et enregistré en comptabilité.
- Cette estimation comptable n'était pas appliquée par l'ensemble des établissements.

Dorénavant :

La provision des créances est réalisée par une revue exhaustive des soldes, établissement par établissement.

Cette revue exhaustive s'attache à comprendre la structure de chaque solde de créance à date de clôture d'exercice en considérant la nature de la créance, avec une distinction entre les créances vis-à-vis de l'état (Conseil départementaux, ARS, etc.) de celles vis-à-vis de familles ou usagers.

Le provisionnement puis le passage en pertes d'une créance se fait sur la base de cette analyse.

Créances vis-à-vis de l'état :

Pour les créances vis-à-vis de l'état, est pris en considération le délai de forclusion qui diffère entre les différents financeurs.

Les créances frappées de forclusions mais présentant encore une communication entre l'établissement et les financeurs sont provisionnées à 100%.

Les créances frappées de forclusion et ne présentant plus de possibilité de recouvrement font l'objet d'un passage en perte.

Les créances non frappées de forclusion mais présentant un risque au regard de la constitution du dossier administratif et présentant un risque de recouvrement font l'objet d'un provisionnement proportionnel au risque estimé.

Créances vis-à-vis de familles ou usagers :

Les créances vis-à-vis de familles ou usagers ont un statut de créances commerciales et sont donc frappées de forclusion au-delà de 3 ans. Malgré cela, une analyse de la nature de la créance est prise en considération à chaque clôture d'exercice. Ces créances font l'objet d'une provision au regard du risque qu'elles présentent. Toute créance frappée de forclusion fait l'objet d'un passage en perte.

Concernant les valeurs mobilières de placement, une provision est constituée en fin d'exercice lorsqu'une moins-value latente sur les différents titres détenus au 31 décembre est constatée pour les valeurs à capital non garantie.

Voir tableau 14 – Etat des créances

V- CHARGES CONSTATEES D'AVANCE ET PRODUITS A RECEVOIR SUR CREANCES

1- Charges constatées d'avances

Charges d'exploitations constatées d'avances : 540 k€

2- Facture à établir usagers

Usagers- factures à établir : 758 k€

(Ce compte enregistre des produits de 2022 consécutifs à des attentes de facturations pour le FOYER HOVIA Sèvres pour 193 k€, l'IME HOVIA Paris 17 pour 451 k€ et pour l'EMPRO HOVIA Colombes pour 95 k€ pour les plus importants).

3- Produits à recevoir

Produits à recevoir : 1 455 k€

Ce poste enregistre principalement les produits à recevoir concernant les remboursements d'IJSS, de prévoyance, de formation,

(Ce compte enregistre des produits de 2022 consécutifs à des produits à recevoir pour les plus importants concernant la Crèche Graffiti's HOVIA Rouen pour 168 k€ concernant des subventions 2022 CAF/PSU, CD76, PEP76, ... à recevoir, pour l'ESAT HOVIA Arzon pour 218 k€ concernant les remboursements à recevoir ASP 2022 des TH, pour l'IMPRO HOVIA Saint-Avé pour 131 k€ concernant le solde dotation 2022 à recevoir, pour l'EHPAD HOVIA Saint-Ouen pour 113 k€ concernant majoritairement un remboursement d'assurance à recevoir concernant l'incendie, pour l'EHPAD HOVIA Drancy pour 121 k€ concernant des remboursements IJSS à recevoir).

Les produits à recevoir comprennent également des créances diverses (immobilisations, ANYTIME, OHT).

4- Intérêts courus à recevoir

Intérêts courus à recevoir : 70 k€

Ce poste enregistre les intérêts concernant la créance sur l'immobilière Solidaire Jean Viollet (voir compte 268800000).

B- Renseignements concernant les rubriques du passif du bilan

I- FONDS PROPRES

Voir tableaux 15.1 - Fonds propres & variation, 15.2 Affectation des résultats

1- Réserves

L'affectation des résultats de gestion des activités conventionnées est comptabilisée conformément aux décisions des autorités de contrôle.

2- Report à Nouveau

Le report à nouveau comprend les résultats des établissements sous gestions conventionnées, en attente ou non d'être arrêtés et affectés par les services de tarification et de contrôle des différents établissements.

3- Subventions d'investissement

La variation du montant des subventions 2022 correspond à l'intégration des nouvelles subventions qui ont été accordées à l'association (*principalement concernant des sommes allouées par les financeurs (CD, ARS, taxe d'apprentissage,) pour financer des investissements et notamment des équipements, le solde de la subvention CNSA à recevoir concernant l'établissement EMPRO HOVIA Colombes sera débloqué sur 2023*).

Les reprises de subvention en comptes 139 correspondent aux reprises classiques des durées d'utilisations des équipements ou matériels financés.

Voir Tableau 16 – Subventions d'investissement

4- Provisions réglementées

Les dotations au fonds de roulement, quand elles existent, (*réserve de trésorerie*) sont calculées en fonction des budgets approuvés par les Autorités de Contrôle.

Les dotations aux provisions pour renouvellement des immobilisations ont été reclassées en fonds dédiés (compte 192100000). Ces montants restent, quant à leur utilisation, sous le contrôle des autorités de tutelles.

L'affectation des résultats de cessions d'immobilisations ou de titres de placement est faite conformément à l'Instruction M22. Les produits sont inscrits en compte de résultat puis le résultat de cession est transféré au compte de bilan passif « différence sur réalisation d'actif ».

Les plus ou moins-values d'actif sont retraitées en résultats dans les comptes annuels de l'Association.

La provision réglementée incluse dans les autres fonds associatifs a été reclassée dans le report à nouveau des fonds propres de l'Association (*compte 110 640*).

Voir Tableau 17 - Provisions réglementées

II- FONDS DEDIES

Les « fonds dédiés » sont les comptes du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par les tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés sont constitués par :

- Des sommes à destination des investissements,
- Des sommes reçues et dédiées aux financements d'actions spécifiques en faveur des personnes accueillies dans certains établissements mais n'ayant pu être utilisées au cours de l'exercice. Ces écritures constatent ainsi l'engagement d'emploi pris par l'Association envers les financeurs. Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » seront reprises en produits au cours des exercices suivants, au rythme des réalisations des engagements,
- Des sommes reçues et dédiées aux financements des départs en retraite pour les 5 prochaines années,

- Des sommes reçues à destination de l'amélioration des conditions d'accueil et d'accompagnement des usagers de la petite enfance,
- Des sommes reçues et dédiés à la formation des salariés dans le cadre de l'amélioration des compétences et de l'appropriation de nouveaux outils (*salle snoezelen*),
- Des sommes reçues dans le cadre de l'achat d'équipements pour lutter contre la pandémie de COVID-19, ou de reliquats de « primes COVID »,
- Des sommes reçues dans le cadre des mesures SEGUR/LAFORCADE,
- Des sommes destinées aux risques prud'homaux pour faire face aux restructurations en vue des modifications de l'offre,
- Des sommes perçues lors de dons qui n'ont pas été affectées à des projets associatifs.

Voir Tableau 18 - Fonds dédiés & variation

III- PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES

Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à l'obligation à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci.

Voir Tableau 19 - Provisions pour risques & charges

Concernant l'engagement de départ en retraite des salariés, l'information est fournie dans le paragraphe « engagements hors bilan » ci-après.

IV- ETAT DES DETTES

Les dettes concernent l'argent que l'association doit à ses divers partenaires. Elles peuvent être soit de natures financières (*emprunt*), soit être d'exploitation (*fournisseurs*).

Le passif du bilan distingue les dettes à court terme (*moins d'un an*), généralement celles d'exploitations (*fournisseurs, TVA, salaires ...*) ainsi que les dettes à moyen & long termes (*emprunts*).

Voir tableau 20 – Etat des Dettes

V- PRODUITS CONSTATES D'AVANCE – CHARGES A PAYER SUR DETTES

Les produits constatés d'avance et les charges à payer, comptabilisés en fin d'exercice, se présentent comme suit :

1- Produits constatés d'avances :

Produits constatés d'avance : 66 k€

Les produits constatés d'avance sont constitués de crédits non reconductibles - CNR, reçus en contrepartie d'actions ciblées. Leur utilisation est fonction des charges engagées auxquelles se réfèrent ces CNR.

La perception de la taxe d'apprentissage non encore utilisé est également enregistrée dans ce compte.

2- Charges à payer :

Avances et acomptes reçus sur commande en cours : 1 572 K€

Dettes fournisseurs et comptes rattachés :	3 985	k€
Dettes fiscales et sociales :	14 205	k€
Dettes sur immobilisations :	359	k€
Autres dettes :	2 366	k€
Total	22 486	k€

Voir tableau 20 – Etat des Dettes

C- Renseignements concernant les rubriques du compte de résultat

I- RUBRIQUES DE PRODUITS

Les produits d'exploitation (GI et GII) par activité (Sanitaire/Médico-Sociales/Autres) entre 2022 et 2021 se répartissent ainsi :

	Produits d'exploitation par activités	
	2022	2021
Sanitaire	1 589 393 €	1 520 0979 €
Médico-social	84 342 552 €	77 724 216 €
Autres	6 077 898 €	6 088 916 €
Total (*)	92 009 843 €	85 334 111 €

(*) Hors reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charge.

La partie des produits directement liée à l'exploitation est en progression du fait de :

- La hausse du taux d'occupation.
- Certaines dotations et prix de journée sont en hausses.
- La reprise de déficits antérieurs (N-2) a été financée au travers de ces dotations.

13

Les produits des activités annexes augmentent plus rapidement car :

Ce sont principalement les résultats des ESAT, l'aide au poste qui alimentent cette catégorie de recettes.

On y trouve également les subventions de la crèche et des contributions des usagers en EHPAD non réclamées par les financeurs a été constaté pour 1 400 k€.

Les autres comptes de produits n'appellent aucun commentaire.

II- RUBRIQUES DE CHARGES

L'analyse des différents postes de charges a été réalisé selon les groupes fonctionnels dont dépendent les associations sous plan comptable M22. De ce fait, le groupe I des charges correspond aux charges de fonctionnement, le groupe II aux charges de personnel et le groupe III aux charges de structures (voir tableau nommé « HOVIA – 2022 – Résultats par établissement » ayant servi de base de travail).

En 2022, les dépenses significatives engagées sont :

Les charges de fonctionnement qui augmentent de 4,4% à 11 342 k€ contre 10 844 k€ en 2021.

L'inflation impacte cette catégorie de charges qui subit des revalorisations importantes sur les prestations de restauration, les fluides/énergies et charges de transport ou déplacements (+800 k€).

La période post COVID entraine 2 effets : une reprise des charges de transfert, de vacances et de sorties et une diminution des charges d'EPI (-300 k€).

Ces dépenses entrent dans le champ des dépenses prises en charges par les financeurs.

Les charges liées au personnel augmentent de + 8,8 % pour atteindre 67 733 k€ en 2022 contre 62 320 k€ en 2021.

Des difficultés récurrentes de recrutement, la multiplicité des contrats courts nous ont obligé à un recours massif via une coopérative non lucrative de travail temporaire spécialisée dans le médico-social. Ce recours massif engendre une charge supplémentaire liée aux paiements des précarités.

Les revalorisations salariales SEGUR, SEGUR2, LAFORCADE en année pleine, prime grand âge, revalorisation du SMIC, revalorisation du point, ... ont impactés fortement l'année 2022.

Des évolutions législatives qui nous ont amené à enregistrer dans les comptes des provisions constatant les charges auxquelles nous devons faire face. Ces dépenses doivent, de par leur caractère législatif, être prises en charge par nos financeurs. Il s'agit notamment des trois revalorisations de SMIC sur 2022 (impact de 632 k€) et la revalorisation du point d'indice (impact de 743 k€) et l'application du décret des assistantes familiales (impact de 19 k€).

Les charges de structure augmentent de + 13,3 % pour atteindre 17 913 k€ contre 15 668 k€ en 2021.

Les locations et maintenances, natures de charges qui sont revalorisées par des indices ont enregistré une très forte hausse résultant de l'inflation des éléments pris en compte dans ces indices.

La renégociation du marché des assurances a dégagé une économie de 200 k€, cela conforte la décision de conseil d'administration sur la création d'un poste de responsable des achats.

Des charges de communication engendrent de nouvelles charges mais le dimensionnement de cette nouvelle fonction créée au sein de l'association doit permettre une nouvelle visibilité suite à l'impulsion donnée par la fusion et la nouvelle identité.

La fiscalité locale, en forte augmentation sur tous les territoires, pénalise la gestion des sites dont nous sommes propriétaires ou pour lesquels le bail prévoit la prise en charge de ces dépenses.

L'ensemble de ces dépenses récurrentes, qui rentrent dans la gestion normale de nos établissements, doivent être prises en charge par nos financeurs.

En revanche dans ces charges, ont également été constatées des pertes sur créances devenues irrécouvrables à hauteur de 1 700 k€ dont 1 660 k€ sur les EHPAD.

Cette perte est atténuée par l'enregistrement d'un produit de 1 400 k€ non réclamé par l'aide sociale, issu du non reversement des contributions des usagers des EHPAD lors du changement de méthode de la facturation par les conseils départementaux antérieures à 2018.

Les créances ont été analysées individuellement en considérant le risque objectif de recouvrement. La constitution d'une provision ou la mise en irrécouvrabilité de la créance ne sont plus laissées à l'initiative du directeur, mais a fait l'objet d'une étude collégiale conduite par les responsables administratifs de pôle, les directions des pôles et la DAF.

Ce travail de fond est une charge non récurrente et s'expose à l'opposabilité de la part de nos financeurs qui risquent de ne pas la prendre en charge au motif du caractère exceptionnel.

Les autres comptes de charges n'appellent aucun commentaire.

III- RUBRIQUES DE RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier de l'association s'établi à – 347 k€.

La constatation d'une provision pour dépréciation des titres (103 k€ sur le dossier LEGS BOURRE gestion propre) ainsi que d'une provision pour dépréciation des VMP (Caisse d'Epargne 19 k€ et Crédit Coopératif 182 k€ sur le dossier association fonds propres) contribuent pour 304 k€ à ce déficit. Les revenus des VMP et des titres sont en hausses sur la gestion propre ainsi que sur le LEGS BOURRE. La baisse des charges d'intérêt se poursuit avec le désendettement de l'association.

IV- RUBRIQUES DE RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel de l'association s'établi à 256 k€.

En baisse au regard de celui de 2021 qui englobait à titre exceptionnel la vente du site de SAINTRY en septembre 2021 ce qui avait généré à la fois :

- Des sorties d'immobilisations non encore totalement amorties et donc une augmentation du poste des « dotations aux amortissements exceptionnelles des immobilisations »,
- Par le biais du prix de vente, augmentation du poste « produits des éléments d'actifs cédés ».

Pour 2022, celui-ci est principalement lié au niveau des produits, aux reprises des subventions et à la refacturation par le siège social de charges mutualisées par les établissements mais pilotées par le siège. Pour les charges, à des pénalités concernant le défaut de publication de l'index de l'égalité entre les femmes et les hommes, de l'absence d'accord sur la négociation collective en faveur de l'égalité professionnelle et à des pénalités URSSAF.

Détail des pertes exceptionnelles :

Pénalités, amendes fiscales et pénales	254 430 €
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion :	40 123 €
Charges exceptionnelles sur sinistres :	8 761 €
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés :	0 €
Autres charges exceptionnelles :	1 997 €
Dotations aux amortissements exceptionnelles des immobilisations	13 921 €
Dotations aux amortissements taxe d'apprentissage :	5 599 €
Dotations aux amortissements dérogatoires :	4 208 €
Dotations aux prov. réserves réglementées :	0 €

15

Détail des profits exceptionnels :

Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 €
Produits exceptionnels sur sinistres :	5 €
Produits des éléments d'actifs cédés :	4 €
Quote- part des subventions d'investissement virée aux comptes de résultats de l'exercice :	189 042 €
Autres	4 €
Reprises aux amortissements dérogatoires :	19 301 €
Reprises sur provisions réglementées :	361 175 €

D- AUTRES INFORMATIONS

I- ENGAGEMENTS HORS BILAN

1- Engagements donnés

- Emprunts auprès des organismes bancaires :
Au 31 décembre 2022, l'engagement s'élève à :

- Capital restant dû : 11.072.481 € dont 10.062.831 € assortis de garanties.
 - Intérêts restant dus : 2.671.509 €
- SA HLM Le Moulin Vert
 - Bail à construction EHPAD St Ouen :
 - durée du bail : 34 ans
 - le loyer est révisé annuellement au 1^{er} juillet de chaque année avec prise en charge du taux du livret A en vigueur à la date de révision et du réajustement des annuités des emprunts PLS indexés sur le taux du livret A.
 - Départs en retraite

En application des conventions collectives en vigueur, l'association est tenue de verser une indemnité de départ à tout membre du personnel partant en retraite. Le montant de l'indemnité repose notamment sur l'ancienneté du salarié à la date de son départ de l'association.

Au 31 décembre, les engagements de l'association ont été évalués sur la base de l'indemnité à verser à l'ensemble du personnel au jour de son départ en retraite. Ces engagements ont été déterminés en application de la méthode prospective actualisée sur la base des paramètres suivants :

- Ancienneté acquise à la date théorique du départ en retraite pour chaque salarié,
- Prise en compte de tables de mortalité distinctes pour les salariés hommes et femmes (tables TF et TH 2008-2010),
- Probabilité de présence du salarié dans l'association à la date de départ en retraite
- Taux d'actualisation de 1,0% afin de tenir compte de la situation économique de l'Association
- Taux de charges sociales de 53.9 % et 52.6 % pour Paris 16 (ex OHT) fixé sur la base d'une hypothèse de départ à la retraite des salariés à 67 ans conformément aux dispositions légales.
- Le taux d'évolution des salaires retenu dans le calcul fixé à 1.0 % par an.

16

La table de Turn Over a été mise à jour pour les salariés sur la base des statistiques d'un turnover moyen.

Sur la base de ces éléments, notre engagement est évalué à 5 327 503 €, au 31 décembre 2022.

- Prêt à l'immobilière Solidaire Jean Viollet : Dans le cadre de la fusion – absorption avec l'O.H.T., l'association HOVIA a hérité d'un engagement, consenti par l'OHT à l'immobilière Solidaire Jean Viollet, d'un prêt de 5 000 k€ dont 2 900 k€ ont déjà été levés.

2- Engagements reçus

Dans le cadre de la fusion – absorption de l'OHT, HOVIA devient detentrice d'un prêt consenti à la SCI 102-104 (*détenue pour 999 parts par l'association Immobilière Solidaire Jean Viollet d'un montant et par HOVIA pour une part via l'apport de l'OHT*) de 2 900 k€ remboursable in fine sur 25 ans (2017 – 2042). Les intérêts, calculés au taux de 0.60 % sont payables annuellement. Une clause préférentielle de ce contrat prévoit le reversement de 50 % de la plus-value générée par la revente éventuelle du bien que finance ce prêt.

II- PRINCIPES D'AGREGATION DES COMPTES

Voir tableau 21 - Tableau de passage

Les comptes présentés, sont les comptes fusionnés de l'association HOVIA.

Ceux-ci sont la somme des comptes des différents établissements : les comptes agrégés sont établis à partir de la comptabilité autonome de chaque établissement auxquelles sont opérés, comme pour les années précédentes, les retraitements suivants :

- élimination des Frais de siège,
- élimination des transferts des plus ou moins-values sur cession d'immobilisations et titres de placement enregistrés en compte de provisions réglementées dans les établissements,
- élimination des comptes et des prestations inter-établissements,
- annulation des provisions pour travaux constatées dans les comptes administratifs,
- frais d'évaluations externes immobilisés ont été annulés et transférés en charges,
- Les crédits octroyés par les financeurs, afin de financer les indemnités de départs en retraite, ont été comptabilisée en fonds dédiés. La provision statistique de 10 %, comptabilisée dans chaque dossier a été annulée car elle ne peut, en fonction de la réglementation comptable, être enregistrée.

III- RESULTAT DES COMPTES ADMINISTRATIFS

Les comptes administratifs étant soumis aux autorités de contrôle, les résultats proposés ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Ces ajustements et l'affectation du résultat ne sont comptabilisés qu'à réception de la réponse définitive du financeur.

IV- REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Cumul du salaire brut des 3 plus hauts cadres dirigeants : 394 447 €.

17

V- EFFECTIF

Evolution des ETP présent au 31 décembre 2022 par rapport à 2021 :

ETP	2022	2021	Ecart
DIRECTION	47.53	39.50	+20.33
ADMINISTRATION	116.96	106.13	+10.20
MEDICAL PARA-MEDICAL	199.52	206.90	-3.57
SOCIO EDUCATIF	426.14	410.94	+3.70
SERVICES GENERAUX	219.38	248.94	-11.87
ASSISTANTES FAMILIALES	38.00	34.00	+11.00
Total	1 047.53	1 046.41	+0.11

Cette baisse peut s'expliquer par :

- Une difficulté croissante de recruter des collaborateurs sur des postes très opérationnels (*AMP, auxiliaire de vie, aide-soignante, éducateurs, ...*)
- Des départs suite à l'obligation vaccinale non remplie ou de salariés de désirant pas se faire vacciner.

Des actions ont déjà été entreprises pour pallier à l'absence de collaborateurs (*prestataire MEDICOOP, Job Dating, sollicitation des missions locales, ...*).

VI- VALORISATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE

La contribution des membres bénévoles des instances de l'association a été valorisée en considérant une durée moyenne pour chaque rendez-vous, le nombre des membres présents auquel a été appliqué le SMIC horaire en vigueur pour l'année 2022.

Membres bénévoles :

1 AG = 14 personnes x 4 heures x 11,07 €	=	620 €
6 CA = 67 personnes x 3 heures x 11.07 €	=	2 225 €
11 bureaux = 59 personnes x 1 heure x 11.07 €	=	<u>653 €</u>
Total		3 741 €

VII- HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes sont comptabilisées pour un montant de 51 k€ TTC en 2022.

VIII- EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES

Néant



12 - Actif immobilisé

Actif Immobilisé	Exercice clos le 31/12/2021	Acquisitions	Sorties	Consolidation	Exercice clos le 31/12/2022
Immobilisations incorporelles :	1 909 009	1 336 266	957 429	-	2 287 845
Frais d'établissement					
201100000 FRAIS PREMIER ETABLISSEMENT	236 605	-	-	-	236 605
201200000 FRAIS DE REORGANISATION	67 849	-	-	-	67 849
201300000 FRAIS D EVALUATION OPERATION DIV	-	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement					
203400000 EVALUATION EXTERNE	-	-	-	-	-
Logiciels, droits & valeurs similaires					
205100000 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES,	135 081	19 704	-	-	154 785
Autres					
208000000 RESERVATION MOULIN VERT	35 063	-	-	-	35 063
208001000 RESERVATION ASSO P BONHOMME	274 408	-	-	-	274 408
208100000 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLE	663 320	738 310	23 468	-	1 378 161
Immobilisations incorporelles en cours					
232000000 IMMOBIL.INCORPORELLES EN COURS	272 112	401 353	669 823	-	3 642
232100000 IMMO INCORPORELLE EN COURS	224 571	176 899	264 138	-	137 332
Avances et acomptes versés sur commandes					
Immobilisations corporelles :	68 143 595	2 394 137	1 141 048	-	69 396 684
Terrains					
211100000 TERRAINS	1 274 927	-	-	-	1 274 927
212100000 AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DES TER	119 555	6 522	-	-	126 077
Constructions					
213100000 BATIMENTS	33 491 592	17 470	17 470	-	33 491 592
213500000 INSTALLATIONS .GENERALES	9 606 093	266 991	305 227	-	9 567 858
Installations techniques, matériels et outillage industriels					
215110000 EQUIPEMENT DES ATELIERS	1 105 374	2 315	995	-	1 106 694
215400000 MATERIEL ET OUTILLAGE	999 158	115 688	32 662	-	1 082 184
215401000 MATERIEL ET OUTILLAGE - SUBVENTION	16 055	-	-	-	16 055
Autres					
218100000 INSTALL.GENE., AGENCEM., AMENAG. DI	6 102 065	435 038	74 567	-	6 462 536
218200000 MATERIEL DE TRANSPORT	2 609 918	414 527	93 171	-	2 931 274
218300000 MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFO	1 937 623	207 566	51 355	-	2 093 834
218400000 MOBILIER	6 425 083	214 214	258 669	-	6 380 628
218401000 MOBILIER	120	-	-	-	120
218402000 MOB MAT CHAMBRE SEJOUR	-	640	-	-	640
218403000 MOB MAT INFIRMERIE	11 403	23 072	-	-	34 476
218404000 MOB MAT BLANCHISSERIE	3 416	-	-	-	3 416
218405000 MAT ENTRETIEN HYGIENE	8 641	-	-	-	8 641
218800000 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 049 886	347 470	116 256	-	3 281 100
228100000 IMMOBILISATIONS FINANCEMENT,TAXE AP	777 670	-	599	-	777 072
Immobilisations corporelles en cours					
231100000 IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COUR	581 911	229 343	98 475	-	712 779
231300000 IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COUR	17 400	4 740	-	-	22 140
Avances et acomptes					
238100000 AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR CDES	5 706	108 541	91 604	-	22 643
Immobilisations financières (I)	7 054 556	276 848	278 391	-	7 053 012,09
Participations et créances					
261800000 AUTRES TITRES	640 196	2 638	72 180	-	570 655,00
261800001 CA PART SOC CT N°01467263601	-	500	-	-	499,50
261800002 SOGAMA PARTS SOC	-	26 751	-	-	26 751,00
261800003 CREDIT MUTUELLE PARTS SOC	-	15	-	-	15,24
261800004 I3F PARTS SOC	-	12 662	-	-	12 661,60
261800005 IMMEUBLE ST GEORGE PARTS SOC	-	31 252	-	-	31 252,35
261800006 PART SOC GCSMS	-	1 000	-	-	1 000,00
261810000 SCI 102-104 JOUFFROY D'ABBANS	1	-	-	-	1,00
Créances rattachées à des participations					
267500000 VERSMT. REPRESENTATIFS. APPORT. VER	250 000	-	-	-	250 000,00
268100000 CREANCE SCI 102-104 JOUFFROY D'ABBA	2 900 000	-	-	-	2 900 000,00
268800000 INTERETS S/CREANCE SCI 102-104 JOUF	52 200	17 400	-	-	69 600,00
Autres titres immobilisés					
272200010 B.M.T.N ANNUEL	500 052	-	-	-	500 052,00
Titres immobilisés de l'activité portefeuille					
273000010 TITRES ECOFI TAUX FIXES 2013 GAGES	110 851	-	-	-	110 850,84
273000020 TITRES SOCIETE GENERALE	53 895	-	-	-	53 894,67
Prêts					
274310000 PRET PART.EMPLOY.EFFORT CONSTRUCTIO	1 968 560	153 388	493	-	2 121 455,41
Autres immobilisations financières					
275100000 DEPOTS VERSES	259 369	28 012	21 485	-	265 896,14
275500000 CAUTIONNEMENTS	12 397	3 229	2 380	-	13 246,03
276100000 CREANCES DIVERSES	22 183	-	-	-	22 183,10
276101000 CREANCES BFCC/FMG	82 998	-	-	-	82 998,21
276300000 CREANCE DOT ETS SANTE ART 50 LFSS21	201 854	-	181 854	-	20 000,00
TOTAL I	77 107 160	4 007 250	2 376 869	-	78 737 542



13 - Dotations et reprises

Dotations aux amortissements & provisions sur actif immobilisé	Exercice clos le 31/12/2021	Dotations	Reprises	Consolidation	Exercice clos le 31/12/2022
Immobilisations incorporelles :	1 223 659	136 740	2 942	- 1 602	1 355 856
Frais d'établissement					
280100000 AMORT. FRAIS D'ETABLISSEMENT	230 755	25 792	-	-	256 547
Frais de recherche et de développement					
280300000 AMORT FRAIS EVALUATION	-	1 602	-	- 1 602	-
Logiciels, droits & valeurs similaires					
280500000 AMORT. CONCESSIONS ET DROITS SIMILA	129 206	2 612	-	-	131 818
Autres					
280800000 AMORT. AUTRES IMMOBILISATIONS INCOR	589 290	106 734	2 942	-	693 083
280801000 AMORT. RESERV FOYER P BONHOMME	274 408	-	-	-	274 408
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Immobilisations corporelles :	34 187 822	3 477 271	825 496	-	36 839 598
Terrains					
281200000 AMORT. AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS	57 057	8 387	-	-	65 444
Constructions					
281300000 AMORT. CONSTRUCTIONS SUR SOL PROPRE	11 906 398	4 201	4 159	-	11 906 440
281310000 AMORT; BATIMENTS	54 603	1 148 217	630	-	1 202 190
281350000 AMORT. I.G.A.A.C	7 439 998	402 329	302 025	-	7 540 301
Installations techniques, matériels et outillage industriels					
281510000 AMORT. MATERIEL ET OUTILLAGE	852 378	58 211	29 326	-	881 263
281511000 AMORT. EQUIPT ATELIERS	344 140	109 449	-	-	453 589
Autres					
281810000 AMORT. I.G.A.A.D	3 446 780	438 352	28 978	-	3 856 154
281820000 AMORT. MATERIEL DE TRANSPORT	1 852 323	297 939	81 161	-	2 069 102
281830000 AMORT. MATERIEL DE BUREAU,INFORMATI	1 146 053	288 340	49 938	-	1 384 455
281840000 AMORT. MOBILIER	3 860 063	488 987	240 690	-	4 108 360
281845000 AMORT MAT HYGIENE	1 564	1 728	-	-	3 292
281880000 AMORT. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPO	2 457 098	225 531	87 989	-	2 594 639
281881000 AMORT. AUTRES IMMOB,TAXE APPRENTISS	769 367	5 600	599	-	774 369
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations financières (1)	253 788	-	-	-	253 788
Participations et créances					
Créances rattachées à des participations					
296600000 AUTRES FORMES DE PARTICIPATION	250 000	-	-	-	250 000
Titres immobilisés de l'activité portefeuille					
297300000 DEPRECIATION TITRES PORTEFEUILLE IM	3 788	-	-	-	3 788
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL I	35 665 269	3 614 011	828 437	- 1 602	38 449 241



14 - Etat des créances

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2022			
	Brut	1 an au plus	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Immobilisations financières (1)				
Prêts	2 525 779	-	-	2 525 779
Autres immobilisations financières	2 121 455			2 121 455
	404 323	-	-	404 323
Avances et acomptes versés sur commandes	647 735	647 735	-	-
Créances (1) :	29 041 576	28 908 260	-	133 316
Créances usagers et comptes rattachés (2)	24 297 825	24 164 509	-	133 316
Autres	4 743 751	4 743 751	-	-
Charges constatées d'avance	540 026	540 026	-	-
TOTAL	32 755 116	30 096 021	-	2 659 095
	100,0%	91,9%	0,0%	8,1%



15.1 - Fonds propres

Composition des fonds propres	Exercice clos le 31/12/2021	Augmentation (constitution)	Diminution (consommation)	Exercice clos le 31/12/2022	Variation 2021 / 2022
Fonds propres					
Fonds propres sans droit de reprise	20 773 092	224 822	42 968	20 954 550	-181 458
102100000 VALEUR DU PATRIMOINE INTEGRE	3 360 169	0	0	3 359 773	396
102400000 APPORTS SANS DROIT DE REPRISE	17 231 070	0	0	17 231 070	0
102600000 DOTATION ETS DE SANTE ART 50 LFSS21	181 854	224 822	42 968	363 708	-181 854
Ecarts de réévaluation sans droit de reprise	313 297	0	0	313 297	0
105100000 ECARTS DE REEVAL.SUR BIENS SANS DRO	313 297	0	0	313 297	0
Réserves	21 300 276	1 201 069	467 566	22 033 779	-719 314
- Sous gestion propre					
106852110 EXCED.AFFECT INVEST HEBERGT AV CPOM	0	0	0	0	0
106852130 EXCED AFFECT INV APRES CPOM	461 093	0	0	461 093	0
106852200 EXCED AFFECT RES INVESTISSEMENT	1 245 564	9 932	0	1 255 496	-9 932
106856130 EXCED AFF COMP DEF APRES CPOM	3 000	0	0	3 000	0
106856200 EXCED AFFECT RC DEFICIT	0	4 256	0	4 256	-4 256
106880000 RESERVES DIVERSES	650 000	0	0	650 000	0
- Sous gestion contrôlée					
106800000 RESERVES PR PROJETS DE L'ENTITE	762	0	0	762	0
106852110 EXCED.AFFECT INVEST HEBERGT AV CPOM	3 016 265	0	62 951	2 953 314	62 951
106852130 EXCED AFFECT INV APRES CPOM	1 386 585	228 494	0	1 615 079	-228 494
106852200 EXCED AFFECT RES INVESTISSEMENT	3 414 959	200 308	0	3 615 267	-200 308
106855110 EXCED.AFFECT BFR HEBERGT AV CPOM	1 186 888	0	81 188	1 105 701	81 188
106855130 EXCED AFFECT BFR APRES CPOM	535 250	81 188	0	616 438	-81 188
106855200 EXCED AFFECT COUVERT BFR	1 143 019	0	0	1 143 019	0
106856110 EXCED.AFF COMP DEF HEBERGT AV CPOM	1 332 570	5 227	181 853	1 155 944	176 626
106856120 EXCED .AFF COMPDEF DEP SOIN AV CPOM	1 524 308	460 092	14 339	1 970 061	-445 753
106856130 EXCED AFF COMP DEF APRES CPOM	661 053	172 450	76 238	757 265	-96 212
106856200 EXCED AFFECT RC DEFICIT	1 164 119	0	0	1 164 119	0
106857130 EXCED AFF RC CHG AMORT APRES CPOM	329 140	39 122	0	368 262	-39 122
106857200 EXCED AFFECT RC CHG AMORT	3 245 699	0	50 997	3 194 702	50 997
106880000 RESERVES DIVERSES	0	0	0	0	0
Report à nouveau	3 681 568	7 934 133	7 203 835	4 412 262	-730 694
Report à nouveau gestion propre	11 403 532	3 055 981	1 539 873	12 920 036	-1 516 504
110000000 RAN GESTION PROPRE HORS ESMS crédit	5 508 276	1 592 180	57 897	7 042 558	-1 534 283
110500000 RAN GESTION PROPRE ESMS crédit	841 433	0	0	841 433	0
110640000 REPORT A NOUVEAU ARTT	31 283	0	0	31 283	0
110650000 RAN RESERVES PLUS VALUES NETTES (2)	5 452 390	0	0	5 452 390	0
119000000 RAN GESTION PROPRE HORS ESMS débit	-266 075	0	18 175	-283 853	17 779
119100000 RAN HORS TUTELLE (SOLDE DEBITEUR)	- 30 418	-	-	- 30 418	-
119990000 RAN HORS TUTELLE (REJETS)	- 133 357	-	-	- 133 357	-
120100000 RESULT.DE L'EXERC.(EXC.) S/S CTRL D	-	1 463 801	1 463 801	-	-
129100000 RESULT.DE L'EXERC.(DEF.) S/S CTRL D	0	-	0	-	0
Résultats sous contrôle de tiers financeurs (a)	- 7 721 964	4 878 153	5 663 963	- 8 507 774	785 810
115000000 RAN EN ATTENTE D'AFFECTATION crédit	1 197 566	3 970 849	1 593 614	3 574 801	- 2 377 235
115011100 RAN EXCED GEST CTR HEB AV CPOM	104 967	-	-	104 967	-
115011200 RAN EXCED GEST CTR SO/DE AV CPOM	35 584	-	-	35 584	-
115011300 RAN EXCED GEST CTR EHPAD APRES CPOM	326 109	86 907	-	413 016	- 86 907
115012000 RAN EXCEDENT GESTION CONTROLEE	1 749 110	212 965	-	1 962 075	- 212 965
115030000 RAN. AFFECT.FIN MESURES D'EXPL N	644 451	208 853	155 879	697 424	- 52 974
115190000 RAN TUTELLE (SOLDE DEBITEUR)	-	-	1 022	- 1 022	1 022
115900000 RAN EN ATTENTE D'AFFECTATION débit	- 3 169 797	285 440	3 146 027	- 6 030 384	2 860 587
115901100 RAN HEB AVANT CPOM	- 558 701	-	57 220	- 615 921	57 220
115901200 RAN SOIN/DEP AVANT CPOM	- 34 774	-	7 446	- 42 221	7 446
115901300 RAN EHPAD APRES CPOM	- 15 166	-	18 661	- 33 827	18 661
115902000 R.A.N FINANCEURS AUTRES ETAB	- 1 047 883	23 929	515 618	- 1 539 572	491 689
115912000 RAN CHARGES REJETEES EX1141	- 2 694 894	-	540	- 2 695 434	540
115912100 RAN CHARGES REJETEES EX1148	- 2 043 416	-	-	- 2 043 416	-
115921000 AMORT. COMPTAB EXCDENT DIF EX1161	- 12 523	-	-	- 12 523	-
115922000 DPENSES POUR CONGS PAYS EX1162	- 2 009 957	89 210	167 935	- 2 088 682	78 725
115923000 AUTR DROITS ACQUIS PAR L SAL EX1163	- 187 824	-	-	- 187 824	-
115928000 AUTRES DEP NON OPPOSABLES EX1168	- 4 816	-	-	- 4 816	0



15.1 - Fonds propres

Composition des fonds propres	Exercice clos le 31/12/2021	Augmentation (constitution)	Diminution (consommation)	Exercice clos le 31/12/2022	Variation 2021 / 2022
Excédent ou déficit de l'exercice (b)	1 463 801	- 1 940 219	1 463 801	- 1 940 219	3 404 020
- Dont excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 84 919	- 1 292 232	- 84 919	- 1 292 232	1 207 313
- Dont excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion propre	1 548 720	- 647 987	1 548 720	- 647 987	2 196 707
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 968 850	102 808	190 216	1 881 442	87 408
131000000 SUBVENTION	520 000	-	-	520 000	-
131500000 SUBVENTION INVEST - CNR ARS	78 522	15 600	-	94 122	- 15 600
131700000 SUBVENTION ENT & ORG PRIVES	54 200	-	-	54 200	-
131800000 AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 218 456	87 100	1 174	2 304 382	- 85 926
131810000 SUBVENTIONS TAXE D'APPRENTISSAGE	837 093	108	-	837 201	- 108
139000000 REPRISE SUBVENTION	- 165 866	-	58 076	- 223 943	58 076
139500000 REPRISE SUBVENTION D'INVEST CNR ARS	- 65 700	-	1 833	- 67 533	1 833
139700000 REP SUBV ENT & ORG PRIVES	- 15 000	-	5 732	- 20 732	5 732
139800000 REPRISES AUTRES SUBVENTIONS D'INVES	- 719 846	-	119 817	- 839 663	119 817
139810000 REPRISES SUBVENTIONS TAXE D'APPRENT	- 773 011	-	3 583	- 776 594	3 583
Provisions réglementées	286 151	369 683	384 777	271 057	15 094
141100000 PROVISIONS REGLEMENTEES: RESERVE DE	157 612	-	-	157 612	-
142100000 PROV REGL RENOUV.DES IMMOBILISATION (1)	-	361 175	361 175	-	-
145100000 PROV.AMORT.DEROGATOIRE	52 520	4 208	19 301	37 426	15 094
148200000 FONDS D'INVESTISSEMENT	76 019	-	-	76 019	-
148610000 PROV.REGL.:AFFER.PLUS-VALUE NET ACT (2)	-	4 300	4 300	-	-
TOTAL FONDS PROPRES	49 787 035	7 892 296	9 753 163	47 926 168	1 875 055

(1) Transfert en "Fonds dédiés" (hors tableau des "Fonds propres")

(2) Transfert en "Réserves de PV nettes"



15.2 - Affectation des résultats

Composition des résultats	Exercice clos le 31/12/2021	Augmentation	Diminution	Exercice clos le 31/12/2022	Variation 2021 / 2022
Réserves	21 300 276	2 728 274	1 994 772	22 033 779	733 502
106800000 RESERVES PR PROJETS DE L'ENTITE	762	-	-	762	-
106850000 RESERVE DE TRESORERIE	-	21 031	21 031	-	-
106852110 EXCED.AFFECT INVEST HEBERGT AV CPOM	3 016 265	-	62 951	2 953 314	- 62 951
106852130 EXCED AFFECT INV APRES CPOM	1 847 679	228 494	-	2 076 172	228 494
106852200 EXCED AFFECT RES INVESTISSEMENT	4 660 523	210 239	-	4 870 762	210 239
106855110 EXCED.AFFECT BFR HEBERGT AV CPOM	1 186 888	-	81 188	1 105 701	- 81 188
106855130 EXCED AFFECT BFR APRES CPOM	535 250	81 188	-	616 438	81 188
106855200 EXCED AFFECT COUVERT BFR	1 143 019	-	-	1 143 019	-
106856110 EXCED.AFF COMP DEF HEBERGT AV CPOM	1 332 570	539 519	716 145	1 155 944	- 176 626
106856120 EXCED .AFF COMPDEF DEP SOIN AV CPOM	1 524 308	1 068 185	622 432	1 970 061	445 753
106856130 EXCED AFF COMP DEF APRES CPOM	664 053	185 062	88 850	760 265	96 212
106856200 EXCED AFFECT RC DEFICIT	1 164 119	12 587	8 330	1 168 376	4 256
106857130 EXCED AFF RC CHG AMORT APRES CPOM	329 140	39 122	-	368 262	39 122
106857200 EXCED AFFECT RC CHG AMORT	3 245 699	75 531	126 528	3 194 702	- 50 997
106860000 RESERVE DE COMPENSATION	-	96 580	96 580	-	-
106861100 RC EHPAD SECTION TARIFAIRE HEBERGEM	-	8 485	8 485	-	-
106861200 RC EHPAD SECTION TARIFAIRE DEPENDAN	-	2 724	2 724	-	-
106861300 RC EHPAD SECTION TARIFAIRE SOINS	-	159 528	159 528	-	-
106880000 RESERVES DIVERSES	650 000	-	-	650 000	-
Report à nouveau gestion propre	11 403 532	12 732 502	11 215 998	12 920 036	1 516 504
110000000 RAN GESTION PROPRE HORS ESMS crédit	5 508 276	2 267 877	733 595	7 042 558	1 534 283
110500000 RAN GESTION PROPRE ESMS crédit	841 433	118 345	118 345	841 433	-
110640000 REPORT A NOUVEAU ARTT	31 283	-	-	31 283	-
110650000 RAN RESERVES PLUS VALUES NETTES	5 452 390	-	-	5 452 390	-
119000000 RAN GESTION PROPRE HORS ESMS débit	- 266 075	-	17 779	- 283 853	- 17 779
119100000 RAN HORS TUTELLE (SOLDE DEBITEUR)	- 30 418	14 879	14 879	- 30 418	-
119999000 RAN HORS TUTELLE (REJETS)	- 133 357	-	-	- 133 357	-
120100000 RESULT.DE L'EXERC.(EXC.) S/S CTRL D	-	6 569 326	6 569 326	-	-
129100000 RESULT.DE L'EXERC.(DEF.) S/S CTRL D	0	3 762 075	3 762 075	-	0
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	- 7 721 964	11 641 291	12 427 101	- 8 507 774	- 785 810
115000000 RAN EN ATTENTE D'AFFECTATION crédit	1 197 566	6 515 226	4 137 991	3 574 801	2 377 235
115011100 RAN EXCED GEST CTR HEB AV CPOM	104 967	448 171	448 171	104 967	-
115011200 RAN EXCED GEST CTR SO/DE AV CPOM	35 584	0	-	35 584	-
115011300 RAN EXCED GEST CTR EHPAD APRES CPOM	326 109	86 907	-	413 016	86 907
115012000 RAN EXCEDENT GESTION CONTROLEE	1 749 110	1 488 152	1 275 188	1 962 075	212 965
115030000 RAN. AFFECT.FIN MESURES D'EXPL N	644 451	216 460	163 486	697 424	52 974
115103100 RAN (CR) EHPAD SECTION TARIFAIRE HE	-	-	-	-	-
115103300 RAN (CR) EHPAD SECTION TARIFAIRE SO	-	-	-	-	-
115113100 EXCEDT HEBERGT AFFECT.MESURES EXPLO	-	-	-	-	-
115190000 RAN TUTELLE (SOLDE DEBITEUR)	-	-	1 022	- 1 022	- 1 022
115193100 RAN (DB) EHPAD SECTION TARIFAIRE HE	-	-	-	-	-
115193200 RAN (DB) EHPAD SECTION TARIFAIRE DE	-	-	-	-	-
115193300 RAN (DB) EHPAD SECTION TARIFAIRE SO	-	-	-	-	-
115400000 RESULTAT EN ATTENTE D'AFFECTATION (-	-	-	-	-
115900000 RAN EN ATTENTE D'AFFECTATION débit	- 3 169 797	285 440	3 146 027	- 6 030 384	- 2 860 587
115901100 RAN HEB AVANT CPOM	- 558 701	283 353	340 572	- 615 921	- 57 220
115901200 RAN SOIN/DEP AVANT CPOM	- 34 774	593 008	600 454	- 42 221	- 7 446
115901300 RAN EHPAD APRES CPOM	- 15 166	-	18 661	- 33 827	- 18 661
115902000 R.A.N FINANCEURS AUTRES ETAB	- 1 047 883	257 043	748 732	- 1 539 572	- 491 689
115912000 RAN CHARGES REJETEES EX1141	- 2 694 894	583 414	583 954	- 2 695 434	- 540
115912100 RAN CHARGES REJETEES EX1148	- 2 043 416	-	-	- 2 043 416	-
115921000 AMORT. COMPTAB EXCDENT DIF EX1161	- 12 523	1 156	1 156	- 12 523	-
115922000 DPENSES POUR CONGS PAYS EX1162	- 2 009 957	820 761	899 486	- 2 088 682	- 78 725
115923000 AUTR DROITS ACQUIS PAR L SAL EX1163	- 187 824	13 689	13 689	- 187 824	-
115928000 AUTRES DEP NON OPPOSABLES EX1168	- 4 816	48 511	48 511	- 4 816	0
Excédent ou déficit de l'exercice (b)	1 463 801	- 1 940 219	1 463 801	- 1 940 219	- 3 404 020
Totaux	26 445 645	25 161 848	27 101 672	24 505 822	- 1 939 823



16 - Subventions d'investissement

Composition des subventions	Exercice clos le 31/12/2021	Dotations	reprises	Exercice clos le 31/12/2022	Variation 2021 / 2022
Autres fonds associatifs					
131000000 SUBVENTION	520 000	-	-	520 000	-
131500000 SUBVENTION INVEST - CNR ARS	78 522	15 600	-	94 122	15 600
131700000 SUBVENTION ENT & ORG PRIVES	54 200	-	-	54 200	-
131800000 AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 218 456	87 100	1 174	2 304 382	85 926
131810000 SUBVENTIONS TAXE D'APPRENTISSAGE	837 093	108	-	837 201	108
139000000 REPRISE SUBVENTION	165 866	-	58 076	223 943	58 076
139500000 REPRISE SUBVENTION D'INVEST CNR ARS	65 700	-	1 833	67 533	1 833
139700000 REP SUBV ENT & ORG PRIVES	15 000	-	5 732	20 732	5 732
139800000 REPRISES AUTRES SUBVENTIONS D'INVES	719 846	-	119 817	839 663	119 817
139810000 REPRISES SUBVENTIONS TAXE D'APPRENT	773 011	-	3 583	776 594	3 583
TOTAL DES SUBVENTIONS	1 968 850	102 808	190 216	1 881 442	- 87 408



17 - Provisions réglementées

Provisions réglementées	Exercice clos le 31/12/2021	Dotation de l'année	Reprise de l'année	Affectation résultat (1)	Transfert en fonds dédiés (2)	Transfert en Report à Nouveau (3)	Ecritures de consolidation (4)	Exercice clos le 31/12/2022
Provisions réglementées	286 151	369 683	384 777	-	361 175	-	4 300	271 057
141100000 PROVISIONS REGLEMENTEES: RESERVE DE	157 612	-	-	-	-	-	-	157 612
142100000 PROV REGL RENOUV.DES IMMOBILISATION	-	361 175	361 175	-	361 175	-	-	-
145100000 PROV.AMORT.DEROGATOIRE	52 520	4 208	19 301	-	-	-	-	37 426
148200000 FONDS D'INVESTISSEMENT	76 019	-	-	-	-	-	-	76 019
148610000 PROV.REGL.:AFFER.PLUS-VALUE NET ACT	-	4 300	4 300	-	-	-	4 300	-

(1) Affectation au résultat par décision du financeur

(2) Transfert au fonds dédiés, les montants ont été accordés par les financeurs pour la compensation d'une charge identifiée.

Changement comptable ANC N°2018-06

(3) Le caractère pérenne de cette provision réglementée permet de l'assimiler à un RAN permettant un renforcement de la section investissement du cadre normalisé.

(4) La réglementation comptable oblige les associations à neutraliser la PV réalisée sur des cessions d'actifs par la constitution d'une provision (sauf instruction contraire du financeur en gestion contrôlée).

Cette provision est remontée en réserves au niveau des fonds propres de l'association



18 - Fonds dédiés & variation

Fonds dédiés	Exercice clos le 31/12/2021	Dotation de l'année	Reprise de l'année	Affectation résultat (1)	Transfert en fonds dédiés (2)	Transfert en Report à Nouveau (3)	Ecritures de consolidation (4)	Exercice clos le 31/12/2022
Fonds dédiés :								
- Sur investissements	4 485 595	-	361 175	-	-	-	-	4 124 420
192100000 FONDS DE DEDIES INVESTISSEMENT	4 485 595	-	361 175	-	-	-	-	4 124 420
- Sur subventions de fonctionnement	3 225 384	768 724	383 053	-	-	-	-	3 611 055
194000000 FONDS DE DEDIES SUBV FONCTIONNEMENT	270 753	345 625	104 524	-	-	-	-	511 854
194100000 FONDS DE DEDIES RTT	12 645	-	-	-	-	-	-	12 645
194200000 FONDS DE DEDIES PETITE ENFANCE	284 743	-	-	-	-	-	-	284 743
194212000 FONDS DE DEDIES POUR EQUIPEMENTS (PROP	58 122	-	10 935	-	-	-	-	47 187
194215000 FONDS DE DEDIES FORMATION	1 010 328	94 495	13 612	-	-	-	-	1 091 212
194230000 FONDS DE DEDIES PRUD'HOMME	537 449	-	-	-	-	-	-	537 449
194240000 FONDS DE DEDIES RETRAITES	705 153	-	135 998	-	-	-	-	569 154
194250000 FONDS DE DEDIES COVID 19	346 191	328 603	117 984	-	-	-	-	556 810
- Sur autres ressources	1 305 635	3 000	-	-	-	-	-	1 308 635
195000000 FONDS DE DEDIES CONTRIB FI AUTRES ORGA	7 850	-	-	-	-	-	-	7 850
196000000 FONDS DE DEDIES DONS ET LEGS	1 313 485	3 000	-	-	-	-	-	1 316 485

(1) Affectation au résultat par décision du financeur

(2) Transfert au fonds dédiés, les montants ont été accordés par les financeurs pour la compensation d'une charge identifiée.

Changement comptable ANC N°2018-06

(3) Le caractère pérenne de cette provision réglementée permet de l'assimiler à un RAN permettant un renforcement de la section investissement du cadre normalisé.

(4) La réglementation comptable ne permet pas la constitution d'une provision statistique. Bien que soumise aux financeurs, elle doit être annulée dans les comptes consolidés de l'association.



18.1 - Variation des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture d'exercice	Transfert nouveau plan comptable	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'investissement	4 485 595	-	885 644	- 1 246 819	-	-	4 124 420	
Subventions d'exploitation	3 225 384	-	-	- 470 510	-	856 181	3 611 055	
Contributions financières d'autres organismes	- 7 850	-	-	-	-	-	- 7 850	
Ressources liées à la générosité du public	1 313 485	-	1 313 485	- 19 934	-	1 336 418	1 316 485	
TOTAL	9 016 614	-	427 841	- 1 737 262	-	2 192 599	9 044 110	-



19 - Provisions pour risques & charges

Provisions pour risques & charges	Exercice clos le 31/12/2021	Dotation de l'année	Reprise de l'année	Affectation résultat (1)	Transfert en fonds dédiés (2)	Transfert en Report à Nouveau (3)	Annulation en consolidation (4)	Exercice clos le 31/12/2022
Provisions pour risques	533 963	887 647	518 952	135 998	-	-	-	186 567
151110000 PROVISIONS POUR LITIGES	20 046	-	16 483	-	-	-	-	3 563
151880000 AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES	-	-	-	-	-	-	-	-
151881000 PROVISIONS POUR RISQUES PRUDHOMMES	513 917	35 557	366 470	-	-	-	-	183 004
153100000 PROVISIONS POUR PENSIONS ET OBLIGAT	-	852 090	135 998	135 998	-	-	852 090	-
Provisions pour charges	110 842	211 415	211 415	-	-	-	-	110 842
157210000 PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS	110 842	-	-	-	-	-	-	110 842
158800000 AUTRES PROV. PR CHARGES	-	211 415	211 415	-	-	-	-	-
158840000 PROVISIONS RTT	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Affectation au résultat par décision du financeur

(2) Transfert au fonds dédiés, les montants ont été accordés par les financeurs pour la compensation d'une charge identifiée

(3) Le caractère pérenne de cette provision réglementée permet de l'assimiler à un RAN permettant un renforcement de la section investissement du cadre normalisé.

(4) La réglementation comptable ne permet pas la constitution d'une provision statistique. Bien que soumise aux financeurs, elle doit être annulée dans les comptes consolidés de l'association.



20 - Etat des dettes

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022			
	Brut	1 an au plus	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	12 285 419	2 178 708	3 822 235	6 284 476
Emprunts et dettes financières divers	68 803	68 803	-	-
Redevables avances reçues	-	-	-	-
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	1 571 642	1 571 642	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)(c)	3 984 586	3 984 586	-	-
Dettes fiscales et sociales	14 204 597	14 204 597	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	359 335	359 335	-	-
Autres dettes	2 366 170	2 366 170	-	-
Produits constatés d'avance	65 995	65 995	-	-
TOTAL	34 906 546	24 799 835	3 822 235	6 284 476
	100,0%	71,0%	10,9%	18,0%